

Collectivités et démarche zéro phyto

Un peu partout des initiatives se mettent en place en partenariat avec les collectivités, les ONG, les agences de l'eau et des groupements d'agriculteurs en vue de lancer des programmes de sensibilisation et d'information en direction des collectivités et des particuliers. Souvent l'objectif étant de mettre en place des Chartes de bonnes pratiques et des plans de désherbage.

Vous trouverez donc présenté ci-dessous une liste de collectivités sans pesticides ou ayant entamé une vraie réflexion ou politique de réduction de ces produits chimiques :

Villes ou communauté de communes (par région)

Alsace

[2006] **Mulhouse** a entamé une politique de réduction des pesticides.

Aquitaine

[2006] **Barsac** est passée à zéro pesticide pour l'entretien des espaces communaux, ainsi que pour l'entretien de tous les bâtiments communaux (mairie, écoles, écoles de musique, salle des fêtes, bibliothèque, etc.)

Complément pour Barsac: « En optant pour la suppression du désherbage chimique sur les trottoirs et les caniveaux, **la commune de Barsac** a fait le choix d'une gestion écologique. Entretien des haies et des clôtures sans utiliser de produits chimiques nocifs, c'est contribuer à préserver la santé de tous, la qualité des nappes phréatiques et du milieu aquatique. » (BARSAC INFOS 1er trimestre 2009)

[2006] La commune de **Portets** a cessé l'usage des désherbants. Un travail réalisé par Habitat Santé Environnement <http://www.hsen.org/>

Bourgogne

Conseil Général de Côte d'Or; en 2008 abandon de l'usage des herbicides en bordures des routes départementales; ce sont ainsi 5 à 600 litres d'herbicides qui ne seront pas répandus chaque année.

Bretagne

Rennes : politique Zéro pesticide + les 37 communes de Rennes Métropole, toutes engagées dans une démarche zéro pesticides. Certaines y sont parvenues et toutes sont en bonne voie

Loc Envel (toute petite commune) = 0 phyto pour l'entretien communal

Plougonver (petite commune) = 0 phyto pour l'entretien communal + nombreux aménagements permettant de limiter les besoins en entretiens (sauf cimetière donc pas 0 phytos)

Lannion (ville de 20 000 hab.) = quantités de produits divisées par 10 en quelques années (80 L au lieu de 800 L) avec substitution par diverses techniques alternatives (système aquacide eau chaude, balayeuse mécanique...) et des aménagements pour limiter l'entretien

(engazonnement de trottoirs sablés par exemple) (0 phyto aussi dans les serres et pour tous les traitements, ils utilisent la lutte intégrée)

Lannion est une ville reconnue au niveau national pour cette démarche, de nombreuses collectivités s'en inspirent maintenant. Par ailleurs, l'action permet en outre une reconnaissance et n'est pas un inconvénient pour l'esthétique (Lannion est classé 4 fleurs = niveau maximal pour le fleurissement au niveau national)

Sivalodet : un plan contre les désherbants - Le syndicat Sivalodet (syndicat intercommunal à vocation unique - bassin versant de l'Odet – région de Quimper) veut impliquer les jardineries dans sa politique de réduction de l'utilisation des désherbants. Une charte est à l'étude. Débat. Les collectivités mettent en place des plans de désherbage alternatif, le préfet a interdit par arrêté leur utilisation à proximité des caniveaux ou des bouches d'égouts et les agriculteurs sont engagés dans des démarches d'autolimitations.

Comité de bassin versant du Jaudy-Guindy-Bizien : Bassin versant breton regroupant 52 communes, engagé dans un programme de reconquête de la qualité de l'eau.

2 de leurs petites communes n'utilisent plus de désherbants sur les espaces publics. L'une Pouldouran (157 habitants) le fait volontairement depuis 2002, l'autre Hengoat (166 habitants) 2006.

Lorient, dans le cadre de la cohérence du développement durable entame une démarche pour le zéro pesticide.

La communauté urbaine de *Brest* qui s'est engagée sur une politique zéro pesticide.

Bretagne :

Commune	Nombre d'habitant (environ)	Département	Politique zéro produit phytosanitaire	Détails de la politique
HENGOAT	200	COTES-D'ARMOR	oui	pas de phyto en 2007 sur l'ensemble de la commune mais 30 bouteilles de gaz utilisé en 2007 sur le cimetière donc en 2008 cimetière désherbé chimiquement
LOC ENVEL	100	COTES-D'ARMOR	oui	zero phyto, ce sont les élus qui gèrent l'entretien, pas d'employé communal
QUEMPERVEN	400	COTES-D'ARMOR	oui	la commune utilise toujours un peu de produit phyto mais souhaite passer en zéro phyto
SAINT-CONNEC	300	COTES-D'ARMOR	oui	cette année oui en zéro phyto mais difficile ils vont faire en sorte que ça soit maintenu mais pas garanti
SAINT-GILLES-DU-MENE	500	COTES-D'ARMOR	oui	ok zéro phyto
SAINT-SAMSON-SUR-RANCE	1200	COTES-D'ARMOR	oui	ok zéro phyto
TREDREZ-LOCQUEMEAU	1300	COTES-D'ARMOR	oui	ok zéro phyto sur toute la commune,
TREDUDER	200	COTES-D'ARMOR	oui	ok zero phyto, 1 employé à mi-temps
TREGUIDEL	500	COTES-D'ARMOR	oui	ok zero phyto sur l'ensemble de la commune depuis 6 ans

TROQUERY	200	COTES-D'ARMOR	oui	ok zero phyto sur l'ensemble de la commune depuis 2 ans
CONCARNEAU	19500	FINISTERE	oui	ok zero phyto
DAOULAS	1800	FINISTERE	oui	ok zero phyto sur l'ensemble de la commune depuis plusieurs années
LA CHAPELLE-AUX-FILTZMEENS	400	ILLE-ET-VILAINE	oui	oui zero phyto
LA CHAPELLE-DU-LOU	400	ILLE-ET-VILAINE	oui	oui zero phyto
COMBOURTILLE	400	ILLE-ET-VILAINE	oui	Pas produits phyto, mais thermique et manuel, cout thermique élevé
DINARD	10400	ILLE-ET-VILAINE	oui	Uniquement pour le service jardinage en espaces verts pas de produits phyto, en production produits utilisé en accord avec la lutte biologique
SAINT-GEORGES-DE-CHESNE	400	ILLE-ET-VILAINE	oui	ok, zéro phyto
LA SELLE-EN-LUITRE	400	ILLE-ET-VILAINE	oui	pas de produits phytosanitaire utilisé dans le bourg mais utilisation ponctuelle (1 à 2 fois par an) de produit phytosanitaire sur le terrain de foot
AMBON	1300	MORBIHAN	oui	ok zero phyto
BAUD	4800	MORBIHAN	oui	Non pas à zéro utilisation sur terrain foot et cimetière
LOCMALO	900	MORBIHAN	oui	oui zero phyto
LOCMIQUELIC	3900	MORBIHAN	oui	pas de produits phytosanitaire utilisé dans le bourg mais utilisation de selectif sur le terrain de foot
SAINT-NOLFF	3300	MORBIHAN	oui	plus de phyto depuis 2006
VIEUX MARCHE	1100	COTES-D'ARMOR	oui	ok zero phyto
PLOULEC'H	1400	COTES-D'ARMOR	oui	ok zero phyto

+ **Laignelet (35)** ayant un plan de désherbage et ayant atteint le niveau 4 de la charte de désherbage (c'est-à-dire zéro phyto sur l'ensemble de leur commune)

Centre

[2006] **Loiret** : Démarche engagée en 2 phases. En effet, le 17 octobre 2006, ce sont d'abord 4 communes de l'agglomération orléanaise (Boigny-sur-Bionne, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Saint-Jean-de-la-Ruelle) qui ont signé la charte d'engagement "objectif zéro pesticide dans nos villes et villages". Puis ce furent Mardié, Bucy-Saint-Liphard, Olivet et Semoy qui l'ont signé début 2008, mettant fin à la 1^{ère} phase de la démarche d'engagement.

La deuxième phase de l'opération couvre les deux années 2008-2009. Elle est marquée par :

- la poursuite de l'accompagnement des premières communes signataires de la charte « zéro pesticide » et la diminution de l'utilisation des pesticides.

- la réalisation de l'objectif « zéro pesticide » par les premières communes (cf. Boigny-sur-Bionne).

- les difficultés de mise en place de l'opération sur la commune de Bucy-Saint-Liphard.
- l'engagement de 7 nouvelles communes (Chilleurs-aux-Bois, Combleux, Ingré, Jargeau, La-Chapelle-Saint-Mesmin, Orléans et Ouzouer-sur-Loire), le 19 janvier 2009. Ainsi début 2009, 15 communes sont engagées vers l'objectif « zéro pesticide », dont la moitié des communes de l'AggLO, représentant près de 70 % des habitants de cette communauté de communes.

Les Naturalistes orléanais, la FREDON Centre et les Jardiniers de France se chargent d'accompagner ces communes

soings en sogone: « nous avons une réunion sur le budget et je voudrais bien me servir de cette semaine pour demander l'achat de désherbeurs thermiques »

Ile de France

Bonnelles, village du sud Yvelines va s'engager dans la démarche de zéro phyto avec d'autres communes du parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse.

[2006] **Groslay** : achat de matériel thermique

[2006] La commune de **Juvisy sur Orge** (Essonne) a lancé, dans le cadre de son Agenda 21, une politique concernant les produits phytosanitaires : abandon total des pesticides dans les secteurs à proximité de la Seine, utilisation réduite et contrôle auprès des prestataires dans les autres quartiers et mise en place d'interventions manuelles par les services voirie et parcs et jardins. Une évaluation des résultats et des quantités utilisées sera faite en fin d'année (avec si possible comparaison avec les années précédentes).

Paris : La politique de gestion des pesticides a été profondément remaniée afin de diminuer et mieux maîtriser leur utilisation, en intervenant dès l'achat du produit et jusqu'à la gestion des déchets qu'ils génèrent. La formation des agents, de meilleurs diagnostics et des applications plus ciblées et moins nombreuses ont permis de favoriser cette évolution. Les achats de pesticides ont été fortement réduits (baisse de 90% des quantités achetées en 15 ans) et de nombreuses mesures ont été mises en œuvre afin de limiter la toxicologie des produits.

En 2002, la Ville de Paris a obtenu la certification ISO 14001 « Soins aux végétaux : méthodes alternatives et raisonnées » pour la gestion de ses parcs et jardins. Le centre de production horticole de Rungis, qui produit chaque année 2,5 millions de plantes pour les espaces verts de la Ville de Paris témoigne de cette évolution des pratiques. Depuis une quinzaine d'années, le centre développe la protection biologique intégrée en cultures sous serre, avec pour objectifs de limiter l'emploi des insecticides et les résistances des ravageurs, d'améliorer la qualité des plantes et les conditions de travail sous serre.

En 2007, 63 espaces verts parisiens ont été labellisés « espaces verts écologiques ».

Aujourd'hui, tous les jardins poursuivent l'objectif de mettre en place une gestion écologique. Les pratiques environnementales, déjà largement répandues, vont se généraliser progressivement dans les 500 espaces verts jusqu'en 2014

L'exploitation des cimetières parisiens s'est elle aussi résolument tournée vers le développement durable. Les méthodes de travail prennent donc en compte désormais le respect de l'environnement et le recyclage. Traditionnellement, l'entretien des cimetières usait massivement de produits phytosanitaires parmi lesquels une majorité de désherbants. De 1998 à 2008, la quantité employée de désherbants a été réduite de 87%.

Languedoc

[2006] **Arpaillargues** (Gard): Le personnel a très fortement réduit l'utilisation d'herbicide. Il y a un projet de "verdissement" du village

[2006] **FA** dans l'Aude, Commune qui est "en réflexion"

[2006] La **Bastide d'Engras** (Gard): (petit village) depuis plusieurs années, 100% sans herbicides, ils laissent pousser ou désherbent manuellement

[2006] **Sanilhac** (Gard) : depuis plusieurs années, ils laissent pousser ou désherbent manuellement, excepté au cimetière.

Conseil Général des Pyrénées Orientales. La politique Départementale de lutte contre les pollutions par les produits phytosanitaires a été adoptée le 16 Juin 2008. L'objectif de supprimer l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'ensemble des services départementaux (routes, espaces verts, pépinière départementale, collèges....) se traduit déjà en 2009 par la diminution d'un tiers des herbicides et l'abandon des produits les plus toxiques sur les routes départementales.

Limousin

AYEN (Corrèze, 700 habitants) s'est engagée dans une politique de réduction massive des pesticides depuis 2007, désherbage thermique et manuel, paillage BRF, formation des agents municipaux aux alternatives au désherbage chimique, purin d'ortie et de prêle, sensibilisation de la population.

Midi Pyrénées

[2006] La ville **d'Auch** dans le Gers et le conseil général du Gers pour ses espaces verts amorce une réflexion et a déjà réduit les quantités de pesticides utilisés.

[2006] **Pamiers** : La nocivité des pesticides n'étant plus à démontrer, la Mairie de Pamiers a entrepris de les éliminer sur les zones à risques de la commune et, ailleurs, d'en réduire fortement les quantités. L'objectif étant, à terme, de trouver des solutions alternatives à l'usage de ces produits. Une action pilote est mise en place et ce sur plusieurs années. Les objectifs seront de réduire, voire d'éliminer, le recours aux pesticides dans les écoles, dans les espaces publics et de sensibiliser les enfants et adultes à la présence et la conservation éventuelle des petites plantes sauvages urbaines. Un volant important est mis sur l'action éducative de ce projet. Des courriers ont été envoyés pour informer et sensibiliser enseignants et riverains à cette action.

Nord Pas de Calais

[2006] La ville de **Lille** depuis 2002 généralise la technique de la gestion différenciée dans ses espaces verts. De nombreux parcs et jardins sont entretenus avec zéro pesticide. La consommation a été divisée par trois depuis le début cette date. La prochaine cible sont les cimetières et les stades et le développement des trottoirs enherbés. D'ici 3 ans Lille espère être une ville "zéro pesticide".

Pays de la Loire

[2006] La commune du **Poiré Sur Vie** en Vendée (85) utilise un mélange de mousse issue du maïs et de noix de coco ; mélangé avec de l' eau chaude à 95°

Pornichets (44)

Plutôt que de désherber à tout va, la ville préfère laisser la nature parler. Elle a supprimé définitivement l'utilisation de désherbants ou de pesticides, trop polluants et dévastateurs

pour la nappe phréatique, pour revenir à la simple technique du binage. Et pour l'arrosage, la ville utilise simplement les eaux des toits ou les eaux usées.

Zéro désherbant, moins d'arrosage, et plus de respect de la nature... C'est le défi que relève Pornichet pour obtenir une nouvelle fois le label 4 fleurs et ville fleurie, décerné par un jury national. La ville rejoindra alors les 200 communes les plus fleuries de France

Picardie

[2006] **Beauvais** : Un plan au niveau local a été mis en place (achat de nouveaux matériels et choix plus rigoureux au niveau des produits utilisés). La ville a investi dans l'acquisition de nouveaux matériels pour le désherbage dont l'usage pour le moment est restreint aux zones à haut risque (zone de ruissellements, point de captage, caniveaux et trottoirs, toutes surfaces imperméables). "Petit à petit, certaines zones de la ville seront entretenues, soit par un désherbage manuel soit tout simplement par la tolérance des adventices ("mauvaises herbes"). Depuis deux ans, le paillage naturel à base de broyat remplace progressivement les herbicides sélectifs dans les massifs d'arbustes et permet d'économiser l'arrosage dans les massifs fleuris.

Poitou Charentes

[2006] En **Charente Maritime**, la commune précurseur est Esnandes (qui fait partie de la CDA de La Rochelle). Elle a mis en place le projet "Pesticides, on peut faire autrement " de l'association Echo-Mer qui vise à mettre en place un plan de gestion des espaces verts communaux (espaces verts, voirie, massifs) en limitant au maximum les pesticides et donc en favorisant les alternatives. Cette démarche se terminera courant 2007.

Charente Maritime : La ville de La Rochelle généralise le concept de la gestion différenciée de ses espaces verts et la réduction de 30% par an l'usage des produits phytosanitaires utilisés sur ses 430 hectares de verdure municipale et d'atteindre zéro pesticides sur les zones naturelles et le long des cours d'eau + Convention de collaboration avec l'association ECHO-Mer étendue à Aytré et Chatellaillon

[2006] **Poitiers** : depuis 1997, le service environnement et espaces verts met en place une gestion "écologique" des espaces verts à travers l'entretien différencié. En fait, il existe 5 niveaux d'entretien (des parcs de prestige très entretenus et encore traités aux pesticides aux zones seulement fauchées 1 fois par an) attribués en fonction du statut et de l'utilisation sociale de l'espace vert. L'objectif final est de ne plus utiliser du tout de pesticides. La mairie travaille également à associer les autres services utilisateurs de pesticides à cette réflexion ce qui n'est pas le cas partout puisque parfois une ville est dite "zéro pesticide" alors que ces produits sont encore utilisés par des services autres que le service des espaces verts (voirie, service des sports...).

Rhône Alpes

[2006] Département **Isère** : politique globale avec forte réduction notamment par la DDE

[2006] **Grenoble** a entamé une politique de réduction des pesticides.

[2006] **Le Grand Lyon** a choisi de supprimer le désherbage à titre préventif qui était jusque là réalisé d'une manière systématique sur l'ensemble des espaces perméables (trottoirs sablés, contours d'arbres, revêtements stabilisés, etc.). Ils concentrent leur action sur le traitement curatif et n'appliquent le produit qu'à l'apparition de la plante afin de limiter les quantités de produits utilisés.

[2006] D'autres villes comme **Nantes, Strasbourg, Orléans, Bobigny, Grande-Synthe** (Pas de Calais) ont elles aussi pris des initiatives dans ce sens : réduction du phytosanitaire, gestion extensive des zones herbacées, établissement d'une typologie d'espaces verts, établissement d'une typologie d'entretien des espaces, mise en place d'une stratégie de communication...

A l'étranger

[2006] il y a la Province de Québec qui a adopté en avril 2006 un règlement provincial visant à interdire l'application des pesticides par les utilisateurs commerciaux et résidentiels et à en interdire la vente. Et la ville de Munich en Allemagne qui a lancé en 1992 un vaste programme pilote de promotion de l'agriculture biologique sur les terres agricoles du bassin versant alimentant la ville.